



Le SNICA-FO, syndicat majoritaire des inspecteurs et délégués du permis de conduire et de la sécurité routière (72%), apporte son total soutien aux salariés de Gad SAS, société qui gère des abattoirs de porcs et dont la liquidation judiciaire a été prononcée par le tribunal de Rennes le jeudi 11 septembre 2014.

En effet, alors que l'éventuel repreneur n'est pas intéressé par l'ensemble d'une société que ses actionnaires ont rendu exsangue, ce sont des dizaines d'emplois qui se trouvent menacés. **Dans ce scénario, les salariés sont ainsi de nouveau les victimes d'un système qui se nourrit d'inégalités et d'injustices !**

Au lieu d'offrir de vraies solutions aux personnels exposés à un avenir incertain, le Gouvernement saisit l'occasion de ce nouveau drame social pour tenter de convaincre de la nécessité d'une réforme du permis de conduire pourtant injustifiable.

Sans insister sur les **propos irrespectueux et hautement condamnables du Ministre de l'Economie à l'encontre des salariés de l'entreprise Gad**, nous constatons que l'Etat ne recule devant aucune méthode pour « vendre » ses réformes : délais de présentation à l'examen caricaturaux (un an selon le Ministre de l'économie !), association pour le moins surprenante entre illettrisme et non-détention du permis, lien implicite et grotesque entre la situation économique du pays et les prétendues difficultés pour obtenir une place d'examen au permis de conduire.

Pour le SNICA-FO, cette réforme du permis de conduire offre uniquement la possibilité aux usagers de passer à de multiples reprises un examen qu'ils paient jusqu'à 200 euros aux auto-écoles, mais ne permet en aucun cas de favoriser la réussite ! Cantonner un inspecteur du permis à la mission examen voiture, c'est le détourner du contrôle nécessaire qui doit être mené par l'Etat afin de lutter contre certaines pratiques déviantes ! Depuis le 15 septembre, le SNICA-FO a appelé à une grève illimitée pour combattre ces orientations néfastes, à la fois pour les personnels et pour les usagers.

Le SNICA-FO condamne la communication gouvernementale qui fait feu de tout bois pour donner à des projets pourtant contraires aux intérêts de tous, l'apparence de la légitimité. Au-delà, nous encourageons tous les salariés à entrer dans la lutte pour défendre leurs intérêts et contrer les orientations insensées imposées par les tenants du libéralisme forcené.

Paris, le 18 septembre 2014

